

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et José Luis Rodriguez Zapatero, Président du gouvernement du Royaume d'Espagne, notamment sur les relations franco- espagnoles et l'initiative européenne en faveur de la paix au Proche-Orient, à Gérone le 16 novembre 2006.

M. ZAPATERO - Bonjour. C'est la troisième fois que je préside, avec le Président Jacques CHIRAC, un sommet bilatéral entre la France et l'Espagne. Je veux profiter de l'occasion pour lui transmettre ma gratitude, mon affection, car il a été très généreux, chaque fois que nous nous sommes rencontrés. C'est un grand ami de l'Espagne, un grand ami des relations entre la France et l'Espagne, et de la position que nous occupons en Europe.

Le Président CHIRAC appartient à une génération d'Européens qui ne connaissent pas le scepticisme. Un homme politique doit toujours travailler contre le scepticisme. Notre travail c'est de chercher des solutions, des propositions, des initiatives urgentes.

Des initiatives urgentes comme celle dont nous avons besoin au Moyen-Orient. Je dois dire que l'Espagne et la France, ont des approches très similaires lorsque nous analysons le conflit entre Israël et la Palestine. La situation est très détériorée, cela exige une action décidée, urgente, de la communauté internationale. Nous ne pouvons pas être impassibles face à l'horreur que nous avons devant nous.

Pendant ces dernières semaines, où nous avons vu des attaques tragiques à Beit Announ avec 19 personnes qui sont mortes. Aujourd'hui, une femme est morte en Israël, à cause d'une roquette. Il faut en finir avec toute cette violence, y compris les attentats terroristes pour que les citoyens d'Israël et de la Palestine puissent vivre en paix, une bonne fois, et en sécurité.

Le Président CHIRAC, avec l'accord du Président PRODI, avec lequel nous avons parlé par téléphone ce matin et le gouvernement de l'Espagne, nous voulons mettre en oeuvre une initiative commune pour la situation du Moyen-Orient. Une initiative de l'Italie, de la France et de l'Espagne. Pour la faire passer vers l'Union européenne avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne, de préférence, et la proposer lors du Conseil européen du mois de décembre.

Nous voulons tout d'abord demander un cessez-le-feu immédiat aussi bien à la Palestine qu'à Israël. Puis la formation d'un gouvernement d'unité nationale en Palestine qui permette la reconnaissance internationale de ce gouvernement. Troisième point, l'échange de prisonniers y compris le soldat Israélien qui a disparu il y a déjà plusieurs mois à Gaza, et certains députés et autres soldats. Ceci devrait nous permettre un dialogue politique entre Israël et la Palestine. Le quatrième élément serait une rencontre entre le Président OLMERT et le Président ABOU MAZEN. La dernière étape de l'initiative pourrait être une mission d'observation internationale à Gaza afin de consolider ce cessez-le-feu. A moyen terme, il sera nécessaire de convoquer une conférence de paix pour le Moyen-Orient, avec la participation de toutes les parties impliquées. L'Espagne et la France aujourd'hui ont décidé de ne plus être impassibles et de travailler conjointement avec l'Italie et l'Union européenne, pour donner un essor à cet effort international

en faveur de la paix. La paix au Moyen-Orient entre Israël et la Palestine, serait la paix dans l'ordre international. La sécurité et la stabilité au Moyen-Orient, c'est le facteur de sécurité, de stabilité, le plus important dans l'ordre international. Il y a des aspects qui peuvent contribuer à marginaliser le fanatisme et le terrorisme.

Nous avons eu une conversation avec le Président PRODI au téléphone, afin d'associer l'Italie les trois puissances méditerranéenne de l'Union européenne, à cette initiative commune, afin que le Conseil du mois de décembre puisse adopter les mesures pertinentes à ce sujet.

Nous avons parlé également, avec Monsieur SOLANA, Représentant de l'Union européenne.

Nous lui avons expliqué nos objectifs, et nous avons demandé aux Ministres des Affaires étrangères de la France, d'Italie et de l'Espagne, de commencer à travailler immédiatement, afin d'organiser les réunions opportunes, de déployer tous les efforts nécessaires au niveau diplomatique, toujours avec Monsieur Javier SOLANA, afin de pouvoir arriver à une situation qui soit différente de celle que nous vivons maintenant.

La France, l'Italie et l'Espagne ont une responsabilité, d'abord en tant que pays de l'Europe méditerranéenne, puis en tant que pays qui sont engagés activement au Liban. C'est un autre facteur fondamental pour la stabilité et la paix au Moyen-Orient. Et nous sommes disposés à en assumer la responsabilité et à essayer d'atteindre nos objectifs.

Avec cette initiative et cet accord que je viens de vous expliquer, ce sommet a permis les autres résultats suivants: nous avons signé des accords et nous avons réaffirmé une relation exemplaire entre les deux pays. Il ne peut pas y avoir de meilleure relation entre le gouvernement de la France et le gouvernement de l'Espagne.

Je voudrais renouveler les remerciements de l'Espagne au Président CHIRAC, au gouvernement de la France, les remercier de leur collaboration permanente dans la lutte contre le terrorisme. Dans la lutte pour mettre fin au terrorisme de l'ETA. Et nous avons réaffirmé, une fois de plus, alors que nous sommes en train de vivre un cessez-le-feu permanent de l'ETA, nous avons répété que la France et l'Espagne ne font qu'un seul front pour atteindre notre objectif de lutte contre le terrorisme et de paix.

Il y a eu d'autres questions très intéressantes, et la mise en oeuvre d'initiatives qui avaient été décidées lors du sommet bilatéral de l'année dernière.

Concrètement, la mise en oeuvre du Conseil hispano-français de la défense qui va se réunir après cette conférence de presse. C'est très important, car cela met en exergue de nouvelles initiatives dans une collaboration déjà très importante en matière de défense, de sécurité commune dans l'Union européenne, de défense et de sécurité en méditerranée, dans l'industrie militaire, la technologie militaire. Nous voulons développer toutes ces questions.

On a mis en oeuvre également un Forum de dialogue civil dont l'objectif est d'accompagner le secteur politique, institutionnel, pour faire des progrès dans les domaines de la recherche, de la politique et culturel. Nous avons tant de choses en commun entre l'Espagne et la France.

Je voudrais simplement rappeler que la France et l'Espagne échangent tous les jours 200 millions d'euros grâce à leurs relations commerciales, presque 30 milliards par an. Il y a donc une base commune pour utiliser au mieux la force de la culture, de l'entreprise, c'est très important.

Je voudrais rappeler également qu'il y a beaucoup de touristes en Catalogne, de touristes français. Il y en a presque 9 millions par an, plus de la moitié en Catalogne, surtout à Gérone, ce qui justifie en soi que ce sommet bilatéral qui a beaucoup de contenu, soit le plus important de ces dernières années. C'est justement la raison pour laquelle nous l'avons réuni ici à Gérone.

Il y a eu des accords dans le domaine de l'éducation, sur la reconnaissance des diplômes. Dans le domaine de la culture, le Musée Reine SOFIA va accueillir, en 2008, une exposition de 400 tableaux de PICASSO, qui viendront du musée PICASSO de Paris. Nous pourrions donc avoir l'une des meilleures expositions de PICASSO de toute l'histoire. 400 oeuvres de PICASSO, j'insiste sur ce point là !

L'immigration représente également une des questions sur lesquelles la France et l'Espagne collaborent. Nous avons insisté sur l'engagement européen en matière d'immigration notamment le renforcement des frontières et des ressources, un système intégré de surveillance maritime, un système informatisé d'échanges de données sur les flux migratoires. Et la coordination des

système informatisé d'échanges de données sur les flux migratoires. Et la coordination des capacités nationales de surveillance.

Nous avons donné une impulsion à l'interconnexion des chemins de fer, des réseaux électriques. C'est un des chapitres, depuis toujours, de nos relations bilatérales entre la France et l'Espagne. Il y a une nouveauté. Nous avons décidé de demander à la Commission européenne de nommer un coordonnateur, avant juin 2007, pour obtenir une ligne de haute tension dont nous avons besoin pour l'approvisionnement en électricité en Catalogne et dans le nord de l'Espagne.

Dans chaque nouveau sommet, la France et l'Espagne insistent sur leurs relations de voisinage, de solidarité, d'europhisme. Chaque sommet est un pas en avant pour le bénéfice de la France, et pour le bénéfice de l'Espagne. C'est dans cet esprit, que j'adresse un remerciement tout spécial au Président CHIRAC, pour le remercier de son attitude permanente, envers notre pays. Je veux remercier tous les Ministres, et les deux délégations, de tout le travail qui a été réalisé.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord exprimer au Président ZAPATERO, mes sentiments de reconnaissance pour l'accueil qu'il nous a réservé dans cette ville de Gérone. Nous y avons été reçu véritablement en amis et nous y avons été particulièrement sensible. Vous me permettrez d'adresser les mêmes remerciements à la Généralité de Catalogne et en particulier à M. MARAGALL. C'est un grand ami de la France et j'ai été particulièrement heureux de le saluer aujourd'hui, et de le remercier de vive voix.

Nous avons eu au mois de mars une visite d'Etat, importante, de sa Majesté le Roi Juan Carlos. Naturellement, ces visites comportent un aspect protocolaire et chaleureux. Mais elle intervenait à un moment, à mes yeux, essentiel de la relation entre l'Espagne et la France. Au fil de l'histoire récente de nos deux pays, nous avons parfaitement compris les uns et les autres qu'un bon équilibre de l'Europe, l'intérêt partagé des espagnols et des français, supposait un renforcement considérable de l'accord général entre l'Espagne et la France. Autrement dit que la situation justifiait l'élaboration d'un partenariat stratégique privilégié entre l'Espagne et la France comme il en existe un - et c'est indispensable pour le bon fonctionnement de l'Europe - entre l'Allemagne et la France. Ce qui est vrai dans la relation franco-allemande est également vrai, on ne l'a pas réalisé suffisamment à temps, dans la relation entre l'Espagne et la France. Au fond, c'est très exactement, depuis un an et demi, ce que nous avons souhaité, avec toute la prudence nécessaire, mais toute la détermination indispensable, le Président ZAPATERO et moi, et qui, aujourd'hui, trouve son expression. C'est dans cet esprit que nous avons pu réunir le Forum des sociétés civiles marquant l'importance que nous attachions aux problèmes économiques et sociaux et donc aux relations entre nos sociétés civiles. Nous avons fait des progrès très importants aussi dans le domaine universitaire. M. ZAPATERO les a rappelés tout à l'heure. De même la nécessité d'avoir un conseil de Défense et de Sécurité commun, comme il y a un entre la France et l'Allemagne, et qui se réunira cette après-midi même, ici à Gérone.

C'est dire que cette année est une année qui se termine par un vrai rééquilibrage des relations entre l'Espagne et la France. C'était notre intérêt réciproque, et c'était l'intérêt de l'Europe. Je m'en réjouis et je remercie encore M. ZAPATERO de ce qui a été fait dans ce sens par son gouvernement.

Le chef du Gouvernement espagnol a également évoqué, longuement, et je l'approuve sans réserve, l'initiative prise par l'Espagne, enfin initiée par l'Espagne, et prise ensemble par l'Espagne, l'Italie et la France, en relation étroite naturellement avec nos partenaires européens, et notamment allemands et anglais, et cela va de soi, en liaison également étroite avec M. Javier SOLANA sur la situation de plus en plus dramatique que nous connaissons au Moyen Orient en général, et en Palestine en particulier. Le Président ZAPATERO vous a développé son idée, son initiative. Je ne vais pas revenir dessus. Sachez simplement que nous l'approuvons sans réserve, que nous nous associons complètement à son initiative et que nous allons conduire une action commune, avec le gouvernement espagnol et le gouvernement italien, avec le concours naturellement de l'Union européenne et de Javier SOLANA pour tenter d'initier des réformes indispensables, tant morales que politiques, au Moyen Orient.

Je ne reviendrai pas sur les principales décisions qui ont été prises. Elles ont été développées par le Président ZAPATERO. Je voudrais simplement, en conclusion, dire combien, pour moi, c'est

une belle journée pour l'Europe, pour l'Espagne et pour la France. C'est la concrétisation d'un effort déterminé, conscient, qui a pris près de deux ans, pour se réaliser et qui, aujourd'hui, est mis en oeuvre. Alors, je voudrais remercier notamment l'ensemble des ministres qui ont tous, d'Espagne comme de France, participé activement aux décisions qui ont été prises, dans tous les domaines, qui ont été évoqués par le Président ZAPATERO. Elles sont très positives. Je me réjouis, par conséquent, de cette situation. Nous avons, enfin, mis sur pied un partenariat stratégique privilégié entre l'Espagne et la France, comme nous en avons un entre l'Allemagne et la France, au profit, avant tout de nos pays, naturellement, mais aussi de l'équilibre de l'Europe. Je vous remercie.

QUESTION - Je vais me permettre de poser une question qui va nous ramener à des choses extrêmement concrètes dans la vie des gens, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT - C'est ce qu'il y a de plus important, finalement.

QUESTION - Vous savez qu'il y a une grosse agitation des deux côtés de la frontière commune de la Catalogne du Nord et de la Catalogne du Sud concernant cette fameuse ligne à haute tension que M. ZAPATERO a évoqué dans son exposé. Sauf à me tromper, j'ai l'impression que nos deux pays bottent en touche devant la difficulté. Si cette ligne était décidée, elle irait à l'encontre des opinions publiques de chaque côté des Pyrénées. Alors cette solution de demander à la Commission européenne de prendre une décision, n'est-ce pas une façon de botter en touche ?

M. ZAPATERO - C'est une façon d'engager la Commission et de chercher une autorité technique. Puisqu'il s'agit d'une autorité technique européenne, les deux pays se sentiront obligés, contraints, si elle nous donne un avis objectif qui puisse faciliter le tracé de cette ligne à haute tension.

LE PRÉSIDENT - Ma réponse à la question posée : à savoir, est que ce n'est pas une manière de botter en touche ?

Premièrement, nous avons besoin de l'interconnexion électrique. Nous l'avons vu encore récemment à la suite de l'accident allemand. Nous sommes en permanence menacés par une difficulté qui se traduit par la suppression d'électricité avec toutes les conséquences économiques, mais aussi sociales et médicales, que cela peut comporter. Il n'y a pas de doute, il faut réussir. A partir de là, parce que c'est une nécessité, je dirais presque vitale, aujourd'hui, de donner de l'électricité aux gens. Il y a un certain nombre d'observations faites par des gens parfaitement de bonne foi, sur le tracé, et naturellement, il y a là des arguments fondés. Il y a aussi, il faut bien le reconnaître, quelques arguments passionnels. Il faut trouver une solution. Jusqu'ici nous n'avons pas réussi. Nous avons nommé des experts français pour la France, espagnols pour l'Espagne, cela n'a pas marché. Les passions ont été plus fortes que les experts. Il n'y avait pas probablement de vues cohérentes d'ensemble.

Donc il fallait chercher autre chose. Dans un premier temps, on avait imaginé de nommer deux experts : un espagnol, un français, pour essayer de trouver un accord sur le tracé. Et puis, à la suite des discussions qui ont eu lieu entre nos ministres compétents, qui ont examiné l'ensemble du dossier, il est apparu que nous avons probablement intérêt, parce que c'était un problème européen aussi, à également faire appel dans cette procédure, à l'autorité européenne. Nous avons décidé que l'expert serait un expert européen, qui pourrait ensuite, en quelque sorte, dire une certaine vérité au dessus des passions qui ont trop souvent cours sur ce sujet.

QUESTION - C'est une question à M. CHIRAC. Je voulais certains détails supplémentaires quant au profil de cet expert européen nommé par la Commission et vérifier que le rapport qu'il va faire sera contraignant pour le tracé de cette ligne ?

Et quant au processus de paix avez-vous...

LE PRÉSIDENT - Premièrement sur l'expert européen que nous aurons, ensemble, choisi et qui sera revêtu également de la légitimité de la Commission et de l'Europe, j'espère pour ma part qu'il fera un travail en concertation avec les deux pays et le plus intelligemment possible, je n'en doute pas. A partir de là, oui, je pense qu'il faudra que la décision soit définitive et qu'elle soit mise en oeuvre telle qu'elle aura été arrêtée par cette autorité.

Vous avez posé la question du processus de paix. Le Président ZAPATERO vous a dit très

exactement ce qu'il avait à l'esprit, ce qu'il voulait faire et quelle était l'initiative qu'il voulait prendre. Il a estimé qu'il fallait la prendre en accord avec l'Italie et la France, et en concertation avec nos autres partenaires. Je suis complètement d'accord avec lui sur l'esprit et sur les conclusions de cette procédure.

M. ZAPATERO - Deux points à souligner : je l'ai déjà dit auparavant. La collaboration et l'appui du Président CHIRAC et du Gouvernement français pour tout ce qui a trait à la lutte anti-terroriste surtout avec l'ETA, et le processus de paix à partir du cessez-le-feu permanent. La collaboration, la coordination, la communication entre le Gouvernement de la France et de l'Espagne, surtout des ministères de l'Intérieur des deux gouvernements sont permanentes. Nous n'avons pas abordé la question du vol des pistolets. Il semblerait que c'est l'ETA qui en soit l'auteur. Nous attendons le rapport final. Mais nous ne pouvons pas penser à d'autres hypothèses.

QUESTION - Est-ce qu'on peut vous poser la question, puisque votre épouse s'est prononcée publiquement, et a dit qu'elle souhaitait rester à l'Elysée cinq ans de plus ? Vous avez dit que vous vous prononceriez début 2007. Mais est-ce que l'on peut vous demander si vous êtes sensible à son appel ?

LE PRÉSIDENT - Vous dites cela avec une certaine élégance. Je voudrais d'abord vous dire que je suis, avec le gouvernement, totalement mobilisé pour l'action conduite au service des Français. C'est ma seule préoccupation dans l'état actuel des choses, et ma seule réflexion.

Par ailleurs, j'ai dit et je le confirme, que j'aurai l'occasion, dans le courant du premier trimestre, de dire qu'elle est ma décision personnelle. Cela n'a rien d'urgent. Quant à l'agitation politicienne que j'observe, et parfois médiatique, dans le mauvais sens du terme, ne comptez pas sur moi pour y participer.

QUESTION - Par rapport à l'initiative de paix au Moyen-Orient, on a dit que la France et l'Allemagne ont été contactées. Ma question concrète est : pour que cette initiative soit un succès, ne devrait-elle pas avoir l'appui d'Israël et surtout des Etats-Unis ? Une deuxième question, quant au Conseil de Défense qui se réunit aujourd'hui, et cette coopération industrielle plus étroite que l'on recherche. Que va-t-on faire pour que le consortium SCORPENE qui est le projet conjoint le plus important actuellement, sorte de la crise dans laquelle il se trouve à cause des problèmes industriels entre la DCM et NAVENTIA ?

M. ZAPATERO - Par rapport à la première question, je peux confirmer que cette initiative entre la France, l'Espagne et l'Italie, est un exercice de responsabilité. C'est presque un devoir que les trois puissances méditerranéennes européenne, qui ont un engagement très fort au Liban agissent. L'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et la France et l'Angleterre, ensemble avec Javier SOLANA, nous allons mobiliser toutes les ressources politiques et diplomatiques nécessaires. Quelqu'un doit commencer. Je crois que nous avons une responsabilité énorme, la France, l'Espagne et l'Italie.

Les points que j'ai énumérés, sont des points raisonnables, et j'espère que non seulement l'Union européenne les appuie, mais également tous les pays. L'immense majorité des pays souhaite voir la fin de la situation actuelle, et le début de la paix.

Les trois Ministres des Affaires étrangères, DOUSTE-BLAZY, MORATINOS, et le Ministre des Affaires étrangères de l'Italie, vont commencer à s'occuper de cette affaire, sur le champ.

Les problèmes que vous soulignez ne sont pas si graves. Quant aux projets industriels dont vous avez parlé, ce ne sont pas des problèmes si graves, il peut y avoir une certaine tendance à exagérer, et le Conseil de Défense et de Sécurité entre la France et l'Espagne sera également un instrument qui va permettre d'améliorer et de résoudre les problèmes. Il va permettre de lancer de nouvelles initiatives dans le domaine militaire et industriel.

QUESTION - Monsieur le Président, une question à propos de l'Euro. Il est vrai que lorsque l'Euro est fort cela a des inconvénients, mais il est également vrai que quand il baisse il y a d'autres inconvénients. Que pensez-vous des déclarations de votre Premier Ministre attaquant la Banque Centrale Européenne ?

LE PRÉSIDENT - Nous avons tous le plus grand respect pour l'institution que représente la Banque Centrale Européenne. Il est tout de même légitime que l'on puisse apporter un jugement

Banque Centrale Européenne. Il est tout de même légitime que l'on puisse apporter un jugement sur son fonctionnement, ou les options qu'elle peut prendre, et qui ont des conséquences extrêmement sérieuses sur la vie de nos compatriotes. Les critiques qui ont été faites, il faut le reconnaître, à la Banque Centrale Européenne, n'ont pas été seulement des critiques françaises, elles se sont développées dans l'ensemble de l'Europe, et notamment chez tous les titulaires de l'Euro. Je suis très respectueux de l'indépendance de la Banque, mais je souhaite, tout de même, que tout le monde puisse s'exprimer sur la façon dont la politique monétaire européenne est conduite, c'est tout.

QUESTION - Sur la fin du terrorisme. Vous avez dit, l'autre jour, qu'avec la violence, on arrivera à rien. Est-ce qu'on ne peut pas continuer à avoir des réunions, des contacts préparatoires. Certains leaders de HERRI BATASUNA ont demandé qu'on garantisse que l'Etat n'agisse pas contre les membres de l'ETA s'il y a des problèmes. Est-ce que le gouvernement peut donner un certain espoir ?

M. ZAPATERO - Le gouvernement doit être le premier garant d'un état de droit, être la première institution qui doit veiller au respect des lois, doit donner son appui à ceux qui travaillent dans ce but: les forces de sécurité de l'état, les magistrats, les juges, le parquet. Le gouvernement a déjà dit que sans violence, nous pouvons avancer vers un dialogue qui permette la fin d'une horreur qui a duré 40 ans. Avec la violence, il sera beaucoup plus difficile d'avancer. Je l'ai déjà dit, l'autre jour, on ne peut rien obtenir à travers la violence. Avec le dialogue, et sans violence, on peut avancer. On peut arriver à un accord et arriver à nos objectifs, c'est cela la position du gouvernement.

Cela a été la position du gouvernement, c'est la position du gouvernement, ce sera la position du gouvernement.

Il y a quelque chose d'important, et que je veux répéter et souligner une fois de plus. Depuis trois ans il n'y a pas eu de victime mortelle. Cela nous permet d'avoir des attentes, des espoirs, des opportunités, et le gouvernement essaiera de répondre, tout en étant ferme dans ses valeurs, dans ses principes, et dans son état de droit. Parce que nous n'atteindrons la paix que grâce à la loi, et grâce aux lois démocratiques. Le chemin à suivre va déterminer les résultats, et comme le résultat doit être la paix, la démocratie et la loi, nous devons suivre un chemin de la loi et de la politique qui peut aider à en finir avec la violence.

LE PRÉSIDENT - Je voudrais simplement, sur ce sujet, dire que le gouvernement français et la France apportent un soutien sans aucune réserve à l'action menée par le gouvernement Espagnol.

Je vous remercie